



MANIFESTATIONS

11h - SAINT-MALO

Médlathèque

18h30 - COMBOURG

parvis du lycée

MARDI 6 JUIN 2023

18h30 : MANIFESTATION

COMBOURG/Parvis du lycée



l'Anticapitaliste

0744 11 34 343 - Ligne

l'hebdomadaire du NPA - www.npa.org

LE 6 JUIN ET APRÈS



NUCLÉAIRE
L'industrialisme nucléaire : l'héritage de la « Nouvelle Synthèse » ?

PROFESSEURS
Éducation, Louvain et l'État social

ACTIVITÉ
L'industrialisme nucléaire : l'héritage de la « Nouvelle Synthèse » ?

ACTIVITÉ
L'industrialisme nucléaire : l'héritage de la « Nouvelle Synthèse » ?

ACTIVITÉ
L'industrialisme nucléaire : l'héritage de la « Nouvelle Synthèse » ?

Pour prendre contact avec le NPA :

npasaintmalo@gmail.com

Rouge Émeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

ISSN 2969-9924

n°122
3 juin
2023

contre Macron et son monde Le 6 juin, relançons la mobilisation

Mardi 6 juin, 14ème journée de grève et de manifestations à l'appel de l'intersyndicale. Après les concerts de casseroles de ces dernières semaines, la colère sociale n'est pas éteinte, en dépit des manœuvres et coups de pression pour la faire taire.

Pas question de « tourner la page »

Preuve que nous n'avons pas dit notre dernier mot, le discours de la nouvelle Palme d'or à Cannes, la réalisatrice Justine Triet, a suscité une levée de boucliers de toute la macronie et de ses défenseurs: « Cette année, le pays a été traversé par une contestation historique, extrêmement puissante, unanime de la réforme des retraites. [...] Cette contestation a été niée et réprimée de façon choquante ».

Macron aimerait bien passer à autre chose, par exemple chasser les migrantEs avec le projet de loi raciste, baptisé « Asile et immigration » et porté par Darmanin, ou continuer sa criminalisation des pauvres avec la loi Kasbarian sur le logement ou encore le projet Dupond-Moretti pour la justice... Pour cela, il peut compter sur les institutions antidémocratiques de la Ve République, taillées sur mesure, comme l'a encore montré l'épisode de neutralisation par la commission sociale de l'Assemblée nationale de la proposition de loi d'abrogation de la loi retraite.

En juin, on est toujours là !

Dans ce contexte, nous avons toutes et tous intérêt à nous faire entendre pour **prolonger et faire vivre cette vague de contestation politique contre Macron et son monde**. C'est tout l'enjeu d'être en grève et dans la rue ce mardi 6 juin.

Au-delà, le mouvement doit nourrir ces prochaines semaines toutes nos résistances: dans les marches des fiertés pour l'égalité des droits, dans les mobilisations contre l'odieuse loi Darmanin, dans les luttes pour des augmentations de salaires, sur le terrain de l'écologie (notamment contre le grand projet inutile et coûteux de la ligne Lyon-Turin)...

Organisons-nous !

Si la mobilisation permet jusqu'ici de contenir l'extrême droite, les mesures et les moyens mis en œuvre par Macron depuis six ans, qui combinent ultralibéralisme et autoritarisme, lui ouvrent toujours plus la voie. Face à la pire des menaces, le développement des solidarités et la construction des résistances restent les meilleures digues, et cela ne peut se mener que dans l'unité, en faisant front ensemble. C'est aussi la meilleure façon de travailler à la perspective **d'un autre pouvoir, un gouvernement de notre camp social qui défende nos intérêts jusqu'au bout**.

Pour faire face aux crises que génère le capitalisme, ce système qui met en péril autant la planète que l'humanité, nous avons besoin de faire vivre l'espoir **d'une transformation révolutionnaire, vers une société réellement démocratique débarrassée de l'exploitation et des oppressions**. Cela passe par s'organiser dans la durée, dans une force politique à la fois unitaire et radicale qui nous manque cruellement aujourd'hui.

Pour ouvrir les discussions autour de cette nécessité, nous proposons d'en débattre au sein de la gauche radicale. C'est dans cet objectif que le NPA est partie prenante de l'organisation de « forums » ouverts à toutes et tous. Pour répondre aux urgences sociales, démocratiques, écologiques, pour une alternative anticapitaliste.



BREVES DE PONTONS

Guingamp, 17 juin, mobilisation régionale contre la fermeture de services hospitaliers publics

Après la fermeture de la maternité de Dinan, aujourd'hui, au moins 6 maternités sont menacées en Bretagne (Guingamp, Lannion, Landerneau, Carhaix, Redon, Ploërmel). Mais à terme qu'advient-il de celles de Fougères, Vitry, Morlaix, Plérin, Noyal-Pontivy qui pratiquent également moins de 1000 accouchements/an ? Un rapport du professeur d'obstétrique Y. Ville préconise en effet la fermeture des maternités n'atteignant pas ce niveau d'activité et, en fait, disant tout haut ce que les décideurs pensent tout bas...

Fermer une maternité est déjà une mise en danger des femmes, des enfants. C'est aussi une insulte aux personnels et à la démarche d'accompagnement que permettent les structures de niveau 1. C'est enfin le signe d'un immense mépris pour tout un territoire à qui l'on retire le droit d'accueillir ses propres enfants.

Mais ce n'est qu'une étape dans le processus de démantèlement d'un hôpital. Suivent invariablement les urgences, la chirurgie H24 (à moins que ce ne soit l'inverse).

Ces "restructurations" entrent dans un cadre bien défini, celui de la loi Buzyn qui entendait labelliser 600 "hôpitaux de proximité" - ce sera le cas du CH de Dinan - et recentraliser l'offre de soins complète sur les hôpitaux-pivots.

L'application de la loi Rist prétendant s'attaquer aux excès de rémunération des médecins intérimaires sert d'accélérateur à ce processus. Une lecture superficielle pourrait laisser croire que les petits hôpitaux ne sont que des victimes de ces dispositions: en réalité, ils étaient dans le collimateur et dans la stratégie libérale de démantèlement de l'appareil et de l'accès aux soins pour toutes.

Dans le contexte du combat que nous menons, ici sur secteur sanitaire Dinan—Saint-Malo pour garantir l'accès à des soins de qualité et en sécurité pour toutes nous participerons et appelons à participer à cette mobilisation régionale.



18:30
**MANIF 17/06/23
GWENGAMP / GUINGAMP**



DB

Le jeu de l'oïetruche

Nos ami.es du collectif **Sortir du nucléaire**, pays de Saint-Malo ont créé de toute pièce ce jeu pédagogique, destiné à sensibiliser le grand public sur les dangers et les coulisses politiques et économiques du nucléaire mais aussi sur les alternatives énergétiques. Ce jeu, pastiche d'un jeu de l'oie en très grand format (63 cases, surface 90m²) sera présenté le **18 juin, esplanade Saint-Vincent entre 14h30 et 16h30.**

prenez date



Marche des Fiertés LGBTI+ de Rennes 2023

Le 17 juin à 14 h sur l'Esplanade Charles de Gaulle aura lieu la Marche des Fiertés LGBTI+ (lesbienne, gay, bi, transgenre et intersexe) de Rennes 2023. Cet événement, organisé par Iskis, le Centre LGBTI+ de Rennes, sera précédé d'un village associatif à partir de 11 h où les organisations qui luttent pour une société inclusive et solidaire et contre toutes les formes d'oppressions, seront présentes pour présenter leurs activités. Le NPA Rennes y sera présent.

Cette Marche des Fiertés se déroule dans un contexte particulièrement inquiétant d'un point de vue politique et social. Tout d'abord, l'adoption en force par le gouvernement de la réforme des retraites qui est particulièrement injuste pour les femmes mais aussi pour les personnes LGBTI+ précarisées par les discriminations.

Ensuite, après de nombreuses années à alerter sur la montée de l'extrême droite et du fascisme, les centres LGBTI+ français sont de plus en plus victimes d'attaques, comme le démontre l'augmentation des agressions homophobes et transphobes en 2022 ou plus récemment l'attentat terroriste au Centre LGBTI de Touraine. Non-content de rester sourd aux mises en garde du mouvement LGBTI+, le gouvernement se permet également de relayer les discours d'extrême droite et de s'en inspirer pour créer des lois discriminantes envers des populations fragilisées : la future loi Darmanin Asile et immigration en est le meilleur exemple.

En réaction, le mot d'ordre de la Marche des Fiertés LGBTI+ de Rennes 2023 est **LGBTQI+ sans frontières, asile pour tou.te.s.**

PASSAGE DE LA RANCE A VELO: ENCORE UN EFFORT, MESSIEURS LES PRESIDENTS D'AGGLOS...

Voilà presque 10 ans que la sécurisation du passage de la Rance par le barrage pour les cyclistes est sur la table des décideurs (Conseil Départemental, Saint-Malo Agglomération, Communauté de communes Cote d'Emeraude, sans parler d'EDF).

Malgré la mobilisation des associations sur ce sujet, force est de constater que les élu.es se distinguent sur ce dossier par leur inertie et leurs procédures dilatoires, comme si leur seule culture en matière de mobilité restait celle de la baignole.

Devant ce navrant constat, la question de la liaison **Saint-Malo—Dinard par extension d'une ligne de transport collectif urbain par mer et avec emport des bicyclettes** a été maintes fois évoquée.

La communauté Cote d'Emeraude vient de subventionner l'emport des vélos sur les vedettes durant la saison touristique. Cette mesure doit être généralisée **toute l'année et intégrée par les deux agglos** afin que la liaison Saint-Malo—Dinard se fasse avec un **bus de mer, intégré aux réseaux urbains et pouvant emporter les vélos.**

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre site internet 35 et à discuter sur notre page facebook:

<http://www.anticapitaliste35.org>

<http://www.facebook.com/npaSaintMalo>

Grèce: de nombreuses questions après la défaite de la gauche

De nouvelles législatives auront lieu le 25 juin en Grèce: la droite, avec la Nouvelle démocratie (ND), semble devoir l'emporter largement, mais tout reste possible, personne ne sachant expliquer la victoire de ND et la chute considérable de Syriza laquelle a profité avant tout à ND et au Pasok, ce parti autrefois de gauche qui tente de réapparaître après avoir cogéré avec ND la soumission à la troïka européenne.

Nouvelle Démocratie joue d'ailleurs la prudence avant le 25 juin, incertaine encore sur la solidité de son renforcement. **Si ND l'emporte, les attaques s'aggraveront, vu les recommandations d'austérité de Bruxelles, dans un contexte où en outre l'extrême droite avec ses différentes composantes, hormis celles intégrées dans ND, a obtenu entre 8 et 9 %.**

Un enracinement profond de la droite ?

Tout annonçait sinon une défaite, au moins un fort tassement de ND (39,85 % en 2019) : si elle a rempli à 200 % sa mission pour son électorat, elle a par ailleurs

- prouvé son incompétence face aux épreuves: Athènes paralysée par la neige, incapacité devant les incendies en Eubée, responsabilité écrasante dans la catastrophe ferroviaire de Tébri...

- suscité une forte résistance face à ses attaques sociales, culturelles et sa répression,
- est impliquée dans des scandales et des pratiques illégales (écoutes, refoulement de réfugiés)...

Et pourtant, elle gagne un point et 150 000 voix et elle est le premier parti même chez les jeunes de 17-24 ans (31,5 %, contre 28,8 % pour Syriza).

Certains y voient un recul profond de la conscience de classe (post-covid), on s'interroge sur l'effet « lavage de cerveau » de la plupart des médias aux mains d'oligarques liés à ND. La campagne basée sur la peur, les cadeaux de dernière minute ont pu jouer aussi...

Certes le renforcement à droite du rapport de forces est peut-être fragile mais on ne peut que s'interroger sur les raisons du surprenant recul de Syriza (-11,5 points, -600 000 voix), sans que cela profite aux autres partis de gauche (un peu au KKE PC grec : +1,9 point, +130 000 voix ; Mera, de Varoufakis : - 0,8 point, - 40 000 voix ; Antarsya + 0,13 point, + 8 500 voix).

Quelles perspectives à gauche ?

Certains craignent qu'en juin, la baisse de Syriza s'accroisse, prémisse de l'effondrement ; d'autres comme le KKE, le Pasok et la droite l'espèrent. Difficile de

prévoir même ce court terme !

Ce sur quoi, il faut insister, c'est sur la faiblesse de Syriza, malgré sa croissance en nombre d'adhérents.

Son positionnement voulu de « centre-gauche » n'a pas convaincu grand monde, et sa campagne « pour un gouvernement de progrès » en direction du Pasok a surtout permis à la direction de celui-ci de se refaire une santé tout en crachant sur cette proposition.

Mais malgré cette impasse stratégique dans le cadre de l'impasse réformiste, ce qui est sûr, c'est que si la Bourse grecque était euphorique cette semaine, c'est bien en raison de cette défaite de Syriza : contrairement à la plupart des directions de la gauche politique, **les capitalistes savent qu'une victoire de Syriza, aurait été avant tout un espoir pour les travailleurEs avec « danger » de mobilisations pour remettre en cause la casse ultralibérale.** Et le fait que tous les groupes à gauche de Syriza ne progressent que de 2,8 points malgré le recul de 11,5 % de Syriza indique l'urgence : **tout faire pour que la gauche ouvrière et populaire s'unisse contre la droite, avec, comme le souhaite justement Antarsya, une gauche anticapitaliste forte.**

D'après A Sartzékis, l'Anticapitaliste n°664

**Communiqué de 6 organisations syndicales départementales d'Ille-et-Vilaine
Contre l'extrême droite et ses idées, en Ille-et-Vilaine comme ailleurs:
Ripostons ensemble ! Défendons nos idéaux de démocratie et de justice sociale !**

Depuis plusieurs semaines, nous constatons une recrudescence des activités de l'extrême-droite de plus en plus violente en Ille-et-Vilaine et dans tout le pays. En mars, des jeunes étudiant-es ont été agressés sur le campus de Rennes 1 alors qu'ils et elles décollaient les affiches xénophobes et racistes de *l'Oriflamme*, un groupuscule d'extrême-droite. Le 6 mai dernier, des militant-es de l'extrême-droite rennaise étaient présentes à la manifestation néo-fasciste qui a rassemblé 400 individus dans les rues de Paris, la plupart masqués, brandissant des croix celtiques et hurlant des slogans ultranationalistes. Samedi 14 mai, c'est à Saint-Senoux, au sud de Rennes, que ce même groupuscule néo-fasciste a manifesté et lu un texte totalement homophobe et sexiste devant la médiathèque pour protester contre un atelier animé par des artistes drag-queens. La conseillère régionale Rassemblement National, Virginie d'Orsanne, était intervenue par voie de presse contre ce même atelier qui ne visait qu'à sensibiliser les jeunes aux discriminations de genre.

L'extrême-droite est bien en roue libre dans notre département ! A l'instar de ce qui se passe ailleurs (violence contre les maires de Saint-Brévin et de Callac qui devaient accueillir des migrant-es, menaces de mort contre les journalistes du Poher, agression violente

à Lorient de 4 militant-es de Solidaires, identifiables par leurs chasubles et menacés par une arme suite à la manifestation du 28 mars, propos racistes en pleine Assemblée Nationale...), elle sème la violence et la haine jusque dans les rues.

Les politiques gouvernementales – dont la catastrophique loi sur les retraites – subies par les salarié-es, les privé-es d'emploi, les retraité-es, les jeunes, les femmes, fournissent un terreau exploité par l'extrême-droite. Les politiques d'austérité, sous l'aiguillon des organisations patronales et plus particulièrement du MEDEF, génèrent une aggravation des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et des processus d'exclusion. Elles accroissent la désespérance sociale et peuvent pousser certain-es citoyen-ne.s dans les bras de l'extrême-droite. Incontestablement, les politiques autoritaires et attentatoires aux libertés nourrissent également l'extrême-droite.

Fidèle à nos valeurs antifascistes, **nous ne laisserons pas l'extrême-droite distiller son discours de haine. Nous continuerons à lutter et à défendre nos idéaux de liberté, d'égalité, de justice, de laïcité, de fraternité et de solidarité. Nous continuerons à agir contre les discriminations de toutes sortes, contre le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions.**

CGT, FO, UNSA, Solidaires, FSU, CNT



Le communiqué ci-contre que nous relayons volontiers fait écho aux actions que mène au niveau national l'association VISA.

Créée en 1996, cette association regroupe de nombreuses structures syndicales appartenant à diverses sensibilités (CGT, CFDT, FSU, Solidaires, CNT...).

Son objectif est de « *dénoncer les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du FN/RN sur le terrain social* ». Il est aussi de « *combattre le venin raciste, sexiste, homophobe, antisyndical de l'extrême droite et dénoncer les pseudos solutions du RN qui consistent à dresser les un-es contre les autres les précaires, les immigré-es, les Français-es, les chômeur-es et celles et ceux qui ont un emploi* ».

JUSQU'AU 14 JUIN,
A LA MAISON DU PEUPLE
DE SAINT-MALO,
NE PAS HESITER A VISITER
L'EXPOSITION
PHOTOGRAPHIQUE
SUR LE MOUVEMENT
SOCIAL EXCEPTIONNEL
QUE NOUS VIVONS DEPUIS
JANVIER.

100 PHOTOS
POUR
100 JOURS DE LUTTE



Un « **comité des luttes** » pour résister et agir unitairement à Saint-Malo

Parmi les conclusions de la rencontre-débat qui s'est tenue dans le jardin des Bas-Sablons après la manif syndicale malouine du 1er mai, figurait la création d'un « **comité des luttes** », en tant qu'outil destiné à continuer à se mobiliser contre la réforme des retraites (parallèlement aux initiatives de l'intersyndicale), mais aussi contre ce gouvernement et son monde avec la volonté de construire un mouvement large. Une première réunion du comité des luttes a regroupé cinquante personnes, de Saint-Malo, mais aussi de Dinard, Dinan, Dol...

Des jeunes et des plus âgées.es, syndiqué.es ou pas, engagé.es ou sans carte, animateurs et animatrices de luttes, notre comité des luttes (nom provisoire) est en train de se constituer. Après un débat, la première proposition est de **venir à la manif le 6 juin** et de mobiliser pour **se retrouver le jeudi 8 juin à 11h30** pour accueillir le ministre de l'agriculture au Palais du Grand Large où il participe au congrès des jeunes agriculteurs de la FNSEA. Les casseroles seront de sortie...

D'autres actions sont prévues pour les semaines qui viennent.

Le comité s'est doté d'une boucle Telegram:

Une adresse mail de contact est en cours de création. Dans l'immédiat, il est possible de nous adresser votre adresse mail par npasaintmalo@gmail.com et nous transmettrons aux gestionnaires des comptes.



Les mauvais coups d'après ou ...de nouvelles attaques contre l'emploi salarié

Parallèlement à la mise en place du projet « France travail », organisation qui a vocation à se substituer à « Pôle Emploi », il n'est pas inutile de rappeler la **stratégie des ultra-libéraux de la macronie consistant à privilégier de manière permanente en matière d'emploi, l'emploi non salarié au détriment de l'emploi salarié.**

Déjà, souvenons-nous, qu'en 2015 (donc sous le gouvernement Hollande-Valls), Macron, alors ministre de l'Economie, avait porté et fait voter une loi visant à « **déverrouiller l'économie** » avec parmi de multiples mesures, une attaque contre les protections des salariés que constitue le code du travail. A l'inverse, il s'était bien gardé à l'époque de regarder du côté du statut de l'auto-entrepreneuriat créé par Sarkozy et qui commençait à exploser/évoluer avec l'appel d'air provoqué par les plateformes numériques, type Uber et autres promoteurs/profiteurs du « travail à la tâche ».

Par la suite, Macron, dans son livre "Révolution" paru fin 2016, défendait clairement une "**société sans statuts**", une « **société post salariale** » en supprimant notamment les cotisations sociales. Pourtant, au cours du 1^{er} mandat macronien ce choix de l'ubérisation ne devait pas être officiellement affiché. Il faut dire que le vote du Parlement européen en septembre 2021 en faveur de la « **présomption de salariat** » dont devaient bénéficier les travailleurs « **ubérisés** », refroidissait les ardeurs.

Mais, récemment Olivier Dussopt, lors d'une audition devant la commission de l'Assemblée nationale s'est avancé en affirmant que le gouvernement est « **pour la présomption d'indépendance** » et qu' « il souhaite que ça aille plus loin », autrement dit **qu'on privilégie l'emploi non salarié à l'emploi salarié**, avec toutes les conséquences de ce choix en matière de protection sociale, de conditions de travail, de salaires...

Après les lois de casse du Code du travail de 2016 à 2017, de la loi anti chômage, des attaques contre tous les acquis découlant du système de cotisations sociales, ce qui est dans les cartons de la macronie, c'est bien **de nouvelles et historiques attaques contre le coût du travail avec mise en cause du statut même du salariat.**

D'où l'importance décisive de les faire caler sur la contre-réforme des retraites !

Léonard

Avait-on besoin de cela ?

Quest-France (11 mai), toujours à la pointe des infos entrepreneuriales, nous informe de l'arrivée d'une seconde plateforme numérique de livraisons de repas à Saint-Malo. A 5,60€ la course, il va falloir aux « tacherons » un bon coup de pédale pour gagner leur vie. Quant à leur retraite ???

NON A LA REPRESSION SYNDICALE DANS LE PAYS DE COMBOURG !

Le 6 avril dernier, l'intersyndicale du pays de Combourg (CGT, FSU, FO, Solidaires, Confédération Paysanne), a mené une action dans le cadre de la journée d'action interprofessionnelle contre la réforme des retraites à savoir une opération escargot sur la 4 voies Saint-Malo - Rennes entre Saint-Domineuc et Vignoc.

Cette action s'est terminée par un arrêt d'une vingtaine de minutes de la circulation au niveau de Hédé. Elle était annoncée publiquement. Tout le monde a noté le calme, la dignité des manifestant.es dans le pays de Combourg ainsi que la responsabilité des militant.es syndicaux dans notre secteur et ce lors de toutes nos actions.

Aujourd'hui **des militant.es de cette intersyndicale reçoivent des amendes dont le montant cumulé est de plusieurs centaines d'euros** sous des prétextes fallacieux. Nous doutons fortement que les militants de la FNSEA qui avaient bloqué cette même 4 voies pendant des heures en 2016 en brûlant de nombreux sur le bitume aient reçu de telles amendes...2 poids, 2 mesures ?

Nous paierons ces amendes grâce à la solidarité des manifestant.es qui ont donné de l'argent lors des manifestations combourgeoises.

Cependant, nos organisations dénoncent cette criminalisation du mouvement syndical. Cette tentative d'intimidation ne nous empêchera pas de continuer la lutte pour la non application de la loi sur les retraites [...]

Communiqué CGT,FSU,FO, Solidaires, Confédération Paysanne

Imprimé sur support papier par nos soins;
directeur de la publication et responsable de la rédaction:
Daniel BOUFFORT